



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°38883-2
modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°38883 du 5 mai 2010 portant
autorisation à SAINT-MALO AGGLOMÉRATION pour l'usine de traitement des
ordures ménagères à SAINT-MALO

Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine

VU le code de l'environnement et notamment le livre V, Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la Directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU l'arrêté préfectoral n° 13794 en date du 26 juillet 1978 modifié le 1er avril 1993 autorisant la ville de Saint-Malo à exploiter un centre de traitement par broyage des ordures ménagères au lieu-dit « La Boudeville » sur son territoire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 38883 en date du 5 mai 2010 portant modification des activités et mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'usine de traitement des ordures ménagères de SAINT-MALO ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le dossier de mise en conformité IED transmis le 17 août 2015 ;

VU le mémoire justifiant l'absence de rapport de base transmis le 17 août 2015 ;

VU le dossier de réexamen IED transmis en octobre 2019 et complété le 4 décembre 2020 et le 12 juillet 2021 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21/01/2022 ;

VU le projet d'arrêté porté le 01/02/2022 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observations de la part du demandeur sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

VU le bordereau de transmission de l'inspection des installations classées en date du 24 juin 2024 ;

VU le courrier en date du 23 août 2024 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'unité de traitement des ordures ménagères qu'exploite, dorénavant, le Syndicat Mixte des Pays de la Rance et de la Baie au lieu-dit la Boudeville relève de la directive IED au regard des activités de traitement des déchets menées sur le site ;

CONSIDÉRANT que les rejets aqueux et gazeux des activités IED du site peuvent être à l'origine de nuisances ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser les prescriptions relatives aux valeurs limites d'émission (VLE) et aux périodicités de surveillance des rejets aqueux de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations en application des dispositions des articles R581-45 et R515-70 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1er : Exploitant titulaire de l'autorisation

L'arrêté préfectoral n°38883 en date du 5 mai 2010 portant modification des activités et mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'usine de traitement des ordures ménagères de SAINT-MALO est modifié et complété par les dispositions précisées dans les articles suivants.

Article 2 : Ajout de prescriptions relatives à la prévention de la pollution de l'air

Les prescriptions de l'article 3.2.4 – valeurs limite de concentrations dans les rejets atmosphériques de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2010 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Paramètres	Valeurs limites d'émission
H ₂ S	5 mg/Nm ³
NH ₃	50 mg/Nm ³ (20 mg/Nm ³ à compter du 17/08/2022)
COVT	40 mg/Nm ³ à compter du 17/08/2022
Poussières	5 mg/Nm ³ à compter du 17/08/2022

Les prescriptions de l'article 8.2.1 – autosurveillance des émissions atmosphériques de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2010 sont complétées par les prescriptions suivantes :

à compter du 17/08/2022, la fréquence de surveillance des émissions atmosphériques est la suivante :

Paramètres	Fréquence de surveillance
H ₂ S	semestrielle
NH ₃	
COVT	
Poussières	

Article 3 : Modifications des prescriptions relatives aux VLE et à l'autosurveillance des eaux résiduaires industrielles :

Les prescriptions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2010 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Article 4.3.9 – Eaux pluviales

Le trop-plein des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est collecté et dirigé vers les filières de traitement prévues à l'article 4.3.4. Elles pourront être évacuées vers la station d'épuration de SAINT-MALO seulement si elles respectent avant rejet les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

référence des rejets vers le réseau d'assainissement collectif : n°2 (Cf repérage du rejet sous l'article 4.3.4)

MES :	< 600 mg/l
DBO5 :	< 800 mg/l
DCO :	< 2000 mg/l
Azote total :	< 150 mg/l
Phosphore total :	< 50 mg/l (10 mg/l à compter du 17/08/2022)
Hydrocarbures totaux :	< 10 mg/l

Le trop-plein des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées est collecté et dirigé vers les filières de traitement prévues à l'article 4.3.4. Elles pourront être évacuées vers le milieu naturel récepteur conformément aux dispositions de l'article 4.3.4, seulement si elles respectent avant rejet les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

référence des rejets vers le milieu récepteur: n°3 (Cf repérage du rejet sous l'article 4.3.4)

MES :	< 100 mg/l (60 mg/l à compter du 17/08/2022)
DBO5 :	< 100 mg/l
DCO :	< 300 mg/l (180 mg/l à compter du 17/08/2022)
Azote total :	< 30 mg/l (25 mg/l à compter du 17/08/2022)
Phosphore total :	< 10 mg/l (2 mg/l à compter du 17/08/2022)
Hydrocarbures totaux :	< 10 mg/l

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est d'environ 15 000 m².

Les prescriptions de l'article 8.2.2 – Autosurveillance des eaux de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2010 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Avant rejet au point n°2 dans le réseau d'assainissement collectif, les eaux souillées collectées dans les réseaux décrits à l'article 4.3.4 font l'objet d'un contrôle semestriel sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.9.

Avant rejet au point n°3 dans le milieu récepteur, les eaux pluviales collectées dans les réseaux décrits à l'article 4.3.4 font l'objet d'un contrôle semestriel sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.9. À compter du 17/08/2022, ce contrôle est réalisé à fréquence mensuelle.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Malo et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1. et 2. susvisés.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

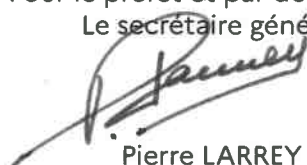
Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Saint-Malo, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Saint-Malo, ainsi qu'au Syndicat Mixte des Pays de la Rance et de la Baie.

Fait à Rennes, le **17 DEC. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Pierre LARREY

17 DEC 5054